

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 Toulon

Toulon, le 04/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOFOVAR - Site 2 (126)

126 rue louis Lépine
ZI du Capitou
83370 Fréjus

Références : D-UD83-2025-0132
Code AIOT : 0006402909

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2025 dans l'établissement SOFOVAR - Site 2 (126) implanté 126 rue louis Lépine ZI du Capitou, 83370 Fréjus. L'inspection a été annoncée le 13/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection entre dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFOVAR - Site 2 (126)
- 126 rue louis Lépine ZI du Capitou 83370 Fréjus
- Code AIOT : 0006402909
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOFOVAR exploite sur la commune de Fréjus, au 126 rue Louis Lépine, une installation de tri et de transit de déchets dangereux. Le centre de tri est constitué d'un bâtiment principal. Elle a été autorisée par arrêté préfectoral du 01/09/2006 modifié par les arrêtés préfectoraux du 24/09/2009, 23/01/2012 et 22/03/2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, article annexe R511-9	Sans objet
2	accès des secours	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62	Sans objet
3	Procédure et contrôle de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
4	Maîtrise des incendies	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
6	mesure du niveau de bruit	Arrêté Ministériel du 23/07/1997, article 5	Sans objet
7	Respect MTD 19	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article 3.1.X	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant prenait les dispositions nécessaires au respect des dispositions réglementaires concernant les niveaux de bruit, les rejets d'eaux et le risque incendie. Cependant une non-conformité devra faire l'objet d'une action corrective dans les délais fixés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article annexe R511-9
Thème(s) : Situation administrative, rubriques et régime de classement
Prescription contrôlée : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Rubriques : 2718-1 pour une quantité de 245t, régime A

2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges 2. Autres cas	A GF DC
------	--	------------

3550 pour une quantité maximale de 245 tonnes, régime A

3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	A
------	---	---

2790 pour le broyage d'emballages plastiques, régime A

2790	Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	A
------	---	---

2791 pour une quantité de 160kg/jour, régime DC

2791	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j 2. Inférieure à 10 t/j	A GF DC
------	--	------------

2711-2 pour un volume de 120m3, régime DC

2711	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³	E GF DC
------	---	------------

Constats :

La société SOFOVAR réalise sur le site n°2 des activités de tri et transit de déchets dangereux ainsi que des opérations de traitement (presse / cisailage). Ces activités relèvent des rubriques autorisées par arrêté préfectoral du 01/09/2006 modifié par les arrêtés préfectoraux du 24/09/2009, 23/01/2012 et 22/03/2022. Aucune autre activité relevant des installations classées pour la protection de l'environnement n'est constatée ce jour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : accès des secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62
Thème(s) : Risques accidentels, accès des secours
Prescription contrôlée : Accessibilité au site et circulation. L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. [...] Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Constats : La voie d'accès pour l'intervention des services de secours est accessible depuis le portail d'entrée et n'est pas encombrée. L'exploitant indique qu'une clef permet d'ouvrir le portail et que seule la direction de la société SOFOVAR et le service d'incendie et de secours connaissent la localisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Procédure et contrôle de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure et contrôle de maintenance
Prescription contrôlée : Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.
Constats : Le jour de l'inspection, un tableau des suivis réalisé par le service QSE (Qualité Sécurité Environnement) est présenté. La périodicité des contrôles, les dates de réalisation ainsi que celles prévues prochainement sont indiquées dans ce tableau. Les suivis sont réalisés par des sociétés agréées. Les contrôles sont réalisés au moins une fois an. Par sondage, le dernier rapport de maintenance des RIA (robinets incendie armés) est présenté (contrôle du 17 janvier 2025). Il ne présente pas d'observations sur les 4 RIA contrôlés. Lorsque des observations sont présentes, le service QSE les reporte dans un tableau de suivi des observations. Les actions à mener et réalisées, les dates correspondantes, les informations sur les devis et commandes réalisées y figurent. Par sondage effectué lors de la visite d'inspection, les dates de maintenance figurant sur les extincteurs sont cohérentes avec celles présentes dans le tableau de suivi QSE. Les équipements de moyens de lutte contre l'incendie sont en bon état, repérés et facilement accessibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Maîtrise des incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des incendies
Prescription contrôlée : Maîtrise des sinistres. L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les

<p>autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours (téléphone).</p> <p>L'exploitant organise régulièrement des exercices incendies : en 2024, deux exercices ont été réalisés : le 15/02/24 simulation d'un départ de feu sous hotte dans le laboratoire d'analyses et le 15/02/24 simulation d'un départ de feu dans un bac de 600L lors du transport. L'exploitant indique qu'un rapport est rédigé à l'issue de l'exercice et présente les rapports des deux exercices précédemment cités. Le détail des actions réalisées par l'agent testé est présenté dans ce rapport qui conclut sur l'efficacité du test. L'exploitant précise que des séances de formation sont notamment réalisées à l'issue de ces tests par le service QSE.</p> <p>Le responsable de site a reçu une formation sur le risque incendie et la manipulation des extincteurs en date du 06/10/23 (attestation présentée le jour de l'inspection). L'exploitant indique que le responsable du site organise des sensibilisations au risque incendie et à la manipulation des moyens de défense auprès du reste du personnel (formation interne).</p> <p>Des matériaux inertes (sables) sont présents sur le site. L'exploitant indique que les caristes possèdent le CASSES et sont donc formés à manipuler le sable pour étouffer un incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : plan de défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, plan de défense incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Plan de défense contre l'incendie.</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la

détection d'un incendie(l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;-les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 4 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;

- la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

Le plan de défense incendie est présenté. Il est accessible au service d'incendie et de secours via un QR Code. Par sondage, la cohérence entre le PDI (plan de défense incendie) et les installations a été vérifiée. Les consignes et procédures sont affichées devant l'accueil du bâtiment. La vanne d'obturation est accessible et bien repérée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre sous trois mois une version mise à jour du plan de défense incendie en ajoutant les éléments suivants et réaliser l'affichage demandé :

- réaliser un affichage étanche et rigide du QR code permettant l'accès au plan de défense incendie à l'entrée du site ;
- le schéma d'alarme et d'alerte est présenté en période ouvrée mais pas non ouvrée : en période non ouvrée, préciser comment s'effectue la levée de doutes (télésurveillance) ;
- sur ce schéma doit être ajouté le déclenchement de l'alarme incendie ;
- concernant l'accueil des services d'incendie et de secours, bien distinguer l'accueil en période ouvrée et en période non ouvrée ;
- sur le plan de situation et dispositifs mis en place : ajouter la zone de stationnement des

<p>services d'incendie et de secours, améliorer la qualité des pictogrammes, distinguer les murs REI 120, ajouter tout interrupteur utile notamment celui permettant de couper l'alimentation électrique, ceux permettant de déclencher manuellement l'extinction poudre ABC ou pendulaire et enfin celui permettant l'ouverture manuelle des exutoires de fumées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le descriptif des moyens d'extinction incendie en page 8, ajouter la disponibilité en eau sur le site (... m³/h), modifier la phrase « l'ensemble des rapports de vérifications sont disponibles auprès du service QSE » en mentionnant les attestations de conformité et rendre cohérent le nombre d'extincteurs cités avec le nombre d'extincteurs visibles sur le plan de localisation des moyens d'extinction ; • concernant les systèmes d'extinction par poudre ABC et pendulaires en page 9, ajouter une photo montrant le système de déclenchement manuel ; • ajouter un paragraphe concernant la formation du personnel susceptible d'intervenir en cas d'incendie ; • ajouter le plan des entreposages intérieurs contenant des déchets avec une description des dangers ; • extraire les FDS (fiches de données de sécurité) par site et non pour l'ensemble des sites SOFOVAR, bien préciser l'accès en interne (DRIVE) et en externe (via le QR Code) ; • ajouter l'état des matières stockées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : mesure du niveau de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/07/1997, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, mesure du niveau de bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La mesure des émissions sonores d'une installation classée est faite selon la méthode fixée à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant doit faire réaliser périodiquement, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures se font aux emplacements et avec une périodicité fixés par l'arrêté d'autorisation. Les emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport des dernières mesures de niveau de bruit a été envoyé par mail du 07 mars 2025. Le rapport conclut à la conformité en tout point. Il a été réalisé par un organisme agréé intervenu le 25 mai 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Respect MTD 19

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article 3.1.X		
Thème(s) : Risques chroniques, Respect MTD 19 - VLE et surveillances des émissions		
Prescription contrôlée :		
Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :		
Paramètre	Valeur limite (1)	Fréquence de surveillance (2) (3)
Matières en suspension (MES)	60 mg/L (5)	Mensuelle
Demande chimique en oxygène (DCO) (4)	180 mg/L (6)	mensuelle
Carbone organique total (COT) (4)	60 mg/L	mensuelle
<p>(1) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 (III) et n'excèdent pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station. Le préfet peut fixer une valeur différente par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.</p> <p>(2) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.</p> <p>(3) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.</p> <p>(4) La valeur limite et la surveillance portent soit sur le COT soit sur la DCO. Le paramètre COT est préférable car sa surveillance n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques.</p> <p>(5) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 15 kg/j, la valeur limite d'émission est 35 mg/L. Cette valeur ne s'applique pas quand la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 %. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 35 mg/L et 60 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.</p> <p>(6) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 100 kg/j, flux ramené à 50 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de l'environnement, la valeur limite d'émission est 125 mg/L. Cette valeur ne s'applique pas quand le rejet s'effectue en mer ou que la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 85 %. Le préfet peut fixer une valeur comprise entre 125 mg/L et 180 mg/L par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.</p>		

Lorsque les substances énumérées ci-dessous sont pertinentes pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire décrit à l'annexe 2 (III), la surveillance suivante est réalisée, que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective :

Paramètre	Fréquence de surveillance (1)
PFOA	Semestrielle
PFOS	Semestrielle

(1) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

Constats :

Le rapport du dernier contrôle (02 février 2025) a été envoyé par mail du 07 mars 2025. Les mesures sont réalisées par un organisme agréé. Les valeurs mesurées respectent les valeurs limites précédentes concernant les matières en suspension, la demande en oxygène chimique ainsi que le carbone organique total. Dans ce rapport figurent les mesures de PFOA (acide perfluorooctanoïque) et PFOS (perfluorooctane sulfonate).

Quant à la périodicité des mesures, un tableau de suivi des vérifications périodique est présenté pour l'année 2024. Dans ce tableau, les paramètres précédemment cités sont suivis mensuellement. Par sondage, plusieurs rapports ont été visionnés sur l'année 2024.

Type de suites proposées : Sans suite